



Section Belgique-Burundi

30 janvier 2020

Rencontre de Mme de Laveleye, présidente de la section,
avec des représentants du projet Girafe au Burundi

Mme Séverine de Laveleye, présidente de la section Burundi du Groupe belge de l'Union interparlementaire, a accueilli le 30 janvier 2020 deux représentants d'une organisation non-gouvernementale qui agit en faveur du Burundi, M. Jean-Marie Nduwamungu et Mme Annemie Wittcockx. Les invités ont présenté l'asbl « Terre neuve » et le projet « Girafe » et ont débattu de la situation actuelle au Burundi.

L'asbl Terre neuve est active depuis 2005 dans plusieurs pays d'Afrique centrale. Elle s'occupe de projets de paix et de développement et est composée de personnes qui maîtrisent la gestion des crises politiques.

En 2015 cette asbl a initié le projet Girafe, qui a pour but de promouvoir l'entente entre des personnes d'origines différentes sur le plan ethnique, religieuse, sociale et économique au Burundi, afin d'apporter des solutions à la crise politique dans ce pays. Dans le cadre du projet, un ensemble d'actions est mené dans le domaine de la communication non-violente et de la gestion positive des conflits. Mme Annemie Wittcockx, ancienne diplomate belge, assure la représentation du projet en Europe, tandis que M. Jean-Marie Nduwamungu travaille sur le terrain avec les réfugiés burundais (au Rwanda, en Ouganda, en République Démocratique du Congo, en Tanzanie et au Kenya).

La crise politique burundaise s'est déclenchée en 2015, à la suite de la candidature du président burundais Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat présidentiel, qui était contraire à la Constitution. La manifestation dans les rues de Bujumbura contre ce "mandat de trop" reflétait un malaise plus profond, un désarroi qui est lié à la mauvaise gestion des affaires du pays depuis son indépendance. L'insécurité dans le pays suite aux événements de 2015 a poussé plus de 530 000 burundais à chercher refuge dans les pays voisins du Burundi et dans le reste du monde.

Aujourd'hui il y a un blocage du dialogue entre les antagonistes burundais. Il y a d'abord un manque de volonté du gouvernement burundais d'accepter les principes du dialogue inclusif. Ensuite la médiation ougandaise et tanzanienne, désigné par la Communauté de l'Afrique de l'Est, ne répond pas aux critères d'une médiation juste et objective aux attentes des bénéficiaires. Enfin, il y a un manque de synergie autour de différentes composantes de l'opposition.

L'année 2020 s'annonce très importante pour le Burundi, vu que le gouvernement prévoit des élections pour le parlement et pour la présidence de la république. Différents éléments sont mis en avant par les observateurs:

- le général Évariste Ndayishimiye, candidat du parti CNDD-FDD du président Nkurunziza, serait contrôlé par le président sortant;
- l'opposition parlementaire est à présent très faible et potentiellement corrompue;
- la commission électorale serait aux ordres du régime ;
- les tensions entre les communautés sont nourries et instrumentalisées par le pouvoir en place.

Le risque d'instabilité, de violence et de déclin économique s'avère très grand dès que la population et l'opposition extraparlamentaire constatent que la volonté de la population ne se reflète pas dans le résultat des élections et que le niveau de développement reste très bas.

Les deux invités ont exprimé l'espoir que la Belgique puisse jouer un rôle positif dans la transition du Burundi à un pays stable, démocratique et prospère.